



Éditorial

Fin 2009, les exportations de produits transformés se redressent

En novembre 2009, la contraction du solde commercial français, qui a persisté sur les dix premiers mois de l'année, semble globalement enrayée malgré le manque de dynamisme des produits bruts.

L'excédent commercial est toujours en recul par rapport à 2008, mais celui-ci est néanmoins freiné par le redressement des exportations de produits transformés vers les pays tiers et un plus faible repli vers l'Union européenne. Pourtant, pour la première fois depuis janvier 2007, un déficit des échanges de certains produits bruts, dont les fruits et les produits de la pêche, est apparu en novembre, alourdissant le resserrement du solde céréalier et annulant l'excédent en bovins (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 1/12, janvier 2010*).

L'excédent commercial des industries agroalimentaires (IAA) est déjà mieux orienté au troisième trimestre 2009. Il participe avec la consommation accrue des ménages à dynamiser l'activité du secteur. Les prix des produits transfor-

més retombent néanmoins au niveau de 2007, après la flambée de 2008, entraînant avec eux le chiffre d'affaires à la baisse. Mais, selon les chefs d'entreprise, la situation s'améliorerait dans les mois à venir. Dans ce secteur, la dégradation de l'emploi salarié est plus modérée que dans le reste de l'industrie (*Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA, Industries agroalimentaires n° 2010/103, janvier 2010*).

Les exportations des vins français subissent d'autant plus la chute entamée en 2008 à cause du faible dynamisme de la demande mondiale que celle-ci se greffe à un facteur structurel. Le développement des capacités de production dans l'hémisphère sud intensifie en effet d'année en année la concurrence entre les différentes origines (*Vive concurrence pour les exportations de vins dans le monde, Viticulture n° 2010/101, janvier 2010*).

La baisse des prix à la production continue de ralentir en novembre 2009.

Le ralentissement est très net pour la plupart des grandes cultures, sauf pour l'orge et les oléagineux, en particulier le colza, dont les prix restent très en retrait du niveau de 2008 ; le maïs fait exception, avec des prix au contraire supérieurs. Malgré ce contexte de prix, les semis d'hiver se rapprochent de l'année record 2008, les conditions de semis étant beaucoup plus favorables qu'en 2009 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/12, janvier 2010*). Le ralentissement est dû à une reprise conjoncturelle des cours céréaliers et oléoprotéagineux sur les marchés mondiaux, et aussi à la forte baisse intervenue en 2008 entre septembre et octobre (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 1/10, janvier 2010*).

Avec de fortes fluctuations des cours mondiaux à l'intérieur d'une même campagne, l'analyse se complexifie pour les céréales et les oléoprotéagineux, notamment sur les marchés à terme. Contrairement aux mouvements entre campagnes que les bilans de commercialisation permettent d'éclaircir plus facilement. Cette complexité

naît conjointement d'une volatilité plus vive des cours européens et de la plus forte interconnexion du marché européen aux marchés mondiaux (*Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux, Céréales et oléagineux n° 2010/99, janvier 2010*).

Sur le marché français, le produit le plus sensible parmi les fruits et légumes est la pomme dont la situation reste encore fragile, bien qu'elle soit actuellement considérée comme sortie de crise : ses prix se situent 12 % au-dessous des prix moyens des cinq années précédentes. Fin novembre, les stocks de pommes avoisinent ceux de 2008 et les stocks de poires un niveau habituel après une année 2008 déficitaire (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 3/10, décembre 2009*). En novembre pour les légumes, après une conjoncture plus favorable en octobre, le retrait des prix se creuse à nouveau par rapport à 2008, le niveau restant au-dessus des prix 2004-2008 seulement pour l'endive et la carotte. Mais, pour celle-ci, les prix sont encore inférieurs aux prix élevés de la campagne précédente. Les prix sont aussi bas pour les salades d'hiver, mais au contraire mieux placés qu'en 2008 pour le poireau qui a bénéficié de la vague de froid de la mi-décembre (*Infos rapides Légumes et Fruits, décembre 2009 et janvier 2010*).

Pour les productions animales, le prix du porc charcutier est le seul à se stabiliser en novembre, après quatre mois de baisse. L'ensemble des prix du bétail et des volailles continue de baisser par rapport à 2008, mais de façon moins soutenue. En octobre, la baisse du prix du lait de vache par rapport à 2008 est aussi moins forte que les mois précédents. La collecte de lait se réduisant encore, la France terminerait sa campagne laitière en mars 2010 sur une sous-réalisation record (*Infos rapides Lait n° 11/11, décembre 2009*). En novembre, les abattages reculent pour tous les animaux de boucherie, mais augmentent pour l'agneau et le poulet. Les productions de viandes baissent également. Le solde commercial est positif mais, en octobre, les expéditions de brouillards ont été limitées par le manque d'animaux (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 11/11, décembre 2009*).

Dans plusieurs régions, les éleveurs de bétail ont dû recourir aux stocks de fourrage, la pâture ne permettant pas de satisfaire les besoins du troupeau. D'après le système Isop (Informations et suivi objectif des prairies), la campagne de fourrage 2009 s'est en effet terminée sur une production d'herbe très limitée entre septembre et octobre, voire quasi nulle dans les départements les plus touchés par la sécheresse de l'automne (*Une année*

atypique marquée par la sécheresse de l'automne, Prairies n° 2010/100, janvier 2010).

En 2009, la structure des exploitations productrices de volailles se trouve fortement impactée par la crise de l'influenza aviaire qui a duré de l'automne 2005 à l'été 2006. Si la production est restée stable, notamment pour le poulet, la crise s'est traduite pour les éleveurs par un grand nombre de cessations d'activité en 2006 et 2007 et pour la filière par une concentration des élevages et un renforcement de l'intégration (*Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent, Aviculture n° 2010/102, janvier 2010*).

Du point de vue des coûts de production, la baisse du coût de l'ensemble des intrants est freinée en novembre par le prix de l'énergie qui repart à la hausse par rapport à 2008, après une baisse continue depuis un an. Bien que la baisse des charges touche toutes les orientations d'exploitations, elle est cependant plus forte pour les grandes cultures et les élevages hors-sol grâce à la baisse des prix des engrais et des aliments pour animaux (*Infos rapides Moyens de production n° 1/10, janvier 2010*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux, <i>Céréales et oléoprotéagineux</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Une année atypique marquée par la sécheresse de l'automne, <i>Prairies</i>	9	<i>Jean-Pierre Cassagne</i>
Vive concurrence pour les exportations de vins dans le monde, <i>Viticulture</i>	15	<i>Pierre Carrelet</i>
Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent, <i>Aviculture</i>	19	<i>Christian Pendariès</i>
Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA, <i>Industries agroalimentaires</i>	25	<i>Lise Lefebvre</i>
Organismes et abréviations	31	
Pour en savoir plus	33	

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie n° 11/11, décembre 2009</i>	<i>A. Egger, N. Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture, n° 1/11, janvier 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 4/6, décembre 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Chicorée n°3/5, décembre 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Chou-fleur, n° 4/6, janvier 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 1/12, janvier 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur, n° 1/12, janvier 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Endive, n° 2/5, décembre 2009</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 10/10, décembre 2009</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 11/11, décembre 2009</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue, n° 4/6, janvier 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 1/10, janvier 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguier</i>
<i>Poireau, n° 4/5, janvier 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 1/10, janvier 2010</i>	<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 3/10, décembre 2009</i>	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléagineux janvier n° 2010/99

[Retour éditorial](#)

Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux

L'analyse des cours mondiaux des céréales et des oléagineux se complexifie. Les bilans de commercialisation expliquent la plupart des mouvements de cours entre campagnes. Pour autant, durant la campagne, certaines évolutions de cours, en particulier sur les marchés à terme, sont plus difficiles à analyser. La volatilité des cours européens s'accroît. Le marché européen est de plus en plus interconnecté avec le marché mondial.

Au cours des deux derniers mois, l'évolution des cours des céréales ou oléagineux ne correspond pas toujours à l'évolution des utilisations et des stocks de ces produits. L'exemple du blé tendre illustre ce phénomène. Avec des stocks de fin de campagne qui atteindraient des sommets, les cours mondiaux devraient baisser à des niveaux assez bas. Mais, depuis quelques mois, les cours du blé, tant sur le marché mondial que sur le marché français, se maintiennent à plus de 120 €/t, ce qui constitue un niveau faible comparé aux deux dernières campagnes mais reste nettement supérieur au prix d'intervention et aux années antérieures à 2007.

Les disponibilités en céréales et oléagineux sont un des facteurs explicatifs de l'évolution des cours mais d'autres facteurs interviennent pour éclairer les variations des cours mondiaux des céréales et des oléagineux.

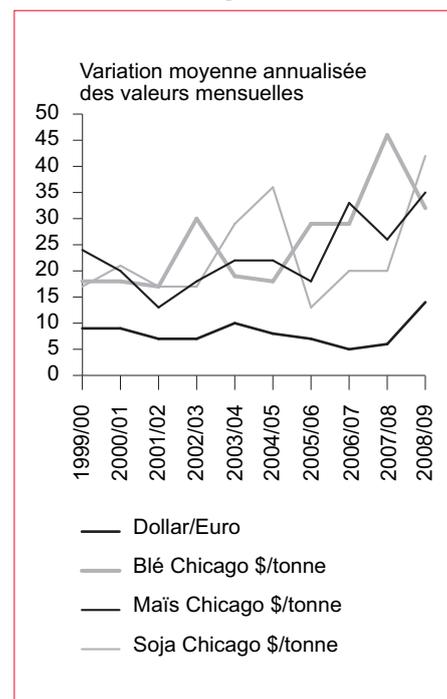
La volatilité des prix mondiaux s'est nettement accrue depuis cinq ans

La volatilité mesure les fluctuations des cours autour de leur tendance (cf. Sources et méthodologie).

Depuis la campagne 1999/2000, la volatilité du taux de change dollar/euro s'avère nettement plus faible que celle observée sur le marché à terme de Chicago sur lequel, en moyenne sur les cinq dernières campagnes, la volatilité augmente nettement par rapport à la fin des années 1990. En 2008/2009, la volatilité des graines de soja sur le marché à terme de Chicago est trois fois plus importante que celle du taux de change dollar/euro.

Sur les marchés physiques, les marchés européens ne se distinguent plus des marchés américains en termes de volatilité. En effet, avec la réduction

La volatilité augmente sur le marché à terme de Chicago



Source : La Dépêche

des protections aux frontières et du soutien des prix, les prix se rapprochent des prix mondiaux.

Depuis dix ans, la volatilité augmente fortement. Depuis deux campagnes, la volatilité des cours du blé rendu Rouen est très proche de celle connue par le prix du blé SRW origine Golfe du Mexique.

En 2008/2009, le marché français du maïs rendu Bordeaux a été nettement plus volatil que le marché américain avec plus de 35 % de volatilité annualisée contre près de 30 % pour le maïs américain yellow corn.

Cette augmentation de la volatilité a connu certains sauts qui ont marqué l'ouverture aux influences extra-européennes. En 2001/2002, les pays de la Mer noire, l'Ukraine en particulier, deviennent fortement exportateurs de blé à des prix très bas, concurrençant les blés européens. Il s'en est suivi une diminution des prix européens et une

envolée de leur volatilité. En 2003/2004, la sécheresse provoque une tension sur les cours des blés et maïs européens ainsi que l'importation de maïs depuis des pays tiers, entraînant une forte augmentation de la volatilité des cours européens. Au contraire, en 2005/2006 et 2006/2007, les larges ressources européennes rapprochent les cours du prix plancher que constitue le prix d'intervention, les stabilisant ainsi par rapport aux prix mondiaux.

De même pour le colza rendu Rouen, malgré une volatilité moindre, les cours sont de plus en plus influencés par les cours du complexe soja de Chicago. Les variations peuvent donc être très nettes au cours d'une même campagne, étant donné les variations du marché américain du soja qui est lui-même lié aux évolutions des cours mondiaux du pétrole et aux taux de change du dollar, en raison de l'utilisation des huiles comme carburant.

À court terme, le taux de change du dollar influence peu les évolutions des cours

Les variations du taux de change dollar/euro sont parfois évoquées pour expliquer des variations des cours des céréales ou oléagineux. L'analyse des coefficients de corrélation entre le dollar et ces cours donne une première approche de l'impact des variations de taux de change sur ces marchés.

En termes d'évolutions mensuelles, la relation est faible entre les évolutions du taux de change dollar/euro et les évolutions des cours des céréales et oléagineux. Les coefficients de corrélation dollar/cours du produit sont peu élevés (au plus égal à 0,25 pour dollar/soja). Le taux de change dollar/euro n'explique ainsi que quelques « points » des variations des cours mondiaux. La relation va toutefois dans le sens attendu : à une baisse du dollar correspond une hausse des cours.

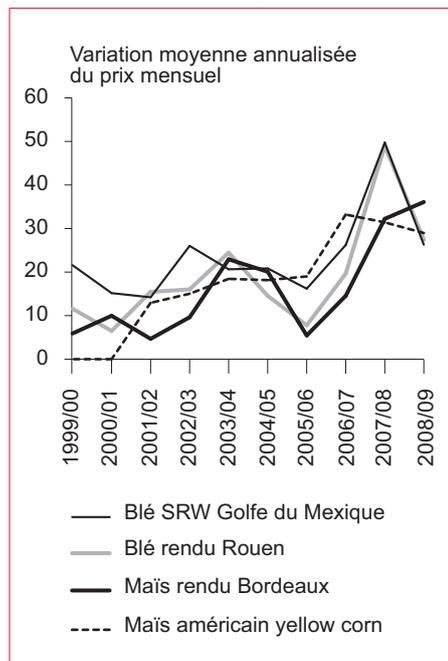
En termes de corrélation de long terme, en prenant le coefficient de corrélation des séries brutes, tous les coefficients de corrélation dépassent 0,5. La corré-

lation est d'autant plus importante pour les produits cotés sur le marché de Chicago, en particulier les graines de soja et le blé Soft red Winter. La corrélation est plus forte pour les graines de soja que pour le blé.

Il faut rester prudent dans l'interprétation de cette corrélation de long terme et ne pas établir de lien de causalité directe. En effet, il peut y avoir un simple parallélisme dans le temps entre d'une part la croissance des cours des céréales en relation avec la croissance de la demande mondiale et d'autre part la baisse du taux de change du dollar, en relation avec les marchés monétaires.

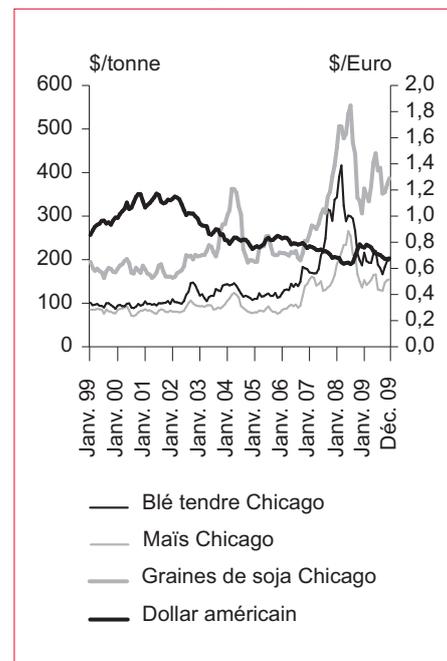
La meilleure relation que l'on observe toutefois entre cours du soja et du dollar peut toutefois être interprétée comme liée à l'influence du cours du pétrole sur le soja, le cours du pétrole subissant lui-même l'influence des cours du dollar.

2007/2008 : volatilité plus forte sur les marchés physiques du blé



Source : La Dépêche, FranceAgriMer

Sur le long terme, l'interaction entre taux de change du dollar et cours de Chicago est peu évidente



Source : La Dépêche

Sources et définitions

- La volatilité est égale à la dispersion des pourcentages d'évolution entre deux cotations successives. Elle a été calculée pour chaque campagne à partir des moyennes mensuelles de cotations. Ce calcul correspond au calcul de l'écart-type des pourcentages d'évolution mensuels.

L'écart-type est égal à la racine carrée de la variance :

$$\sigma(x) = \sqrt{V(x)}$$

La variance est égale à la somme des carrés des distances entre les différentes valeurs de l'échantillon et la moyenne :

$$V(x) = \frac{\sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2}{n} \quad \bar{x} = \frac{\sum_{i=1}^n x_i}{n}$$

La volatilité pour une période de 12 mois est égale à l'écart-type multiplié par la racine carrée de 12 (nombre de périodes).

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche/Le petit meunier.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : la sole de blé tendre augmente mais celle de colza est en retrait », Infos rapides Grandes cultures n° 10/10, décembre 2009
- « Céréales et oléagineux : le repli des cours se nuance selon les productions », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/96, décembre 2009
- « Bonne année pour les récoltes de la plupart des grandes cultures », Infos rapides Grandes cultures n° 9/10, novembre 2009.
- « Cours des matières premières très sensibles aux équilibres de leurs bilans mondiaux et régionaux », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/90, novembre 2009
- « Rendements au rendez-vous pour les grandes cultures », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/89, novembre 2009
- « Récolte record pour le colza et la plupart des céréales à paille », Infos rapides Grandes cultures n° 8/10, octobre 2009.
- « Campagne 2009/2010 : des ressources mondiales de maïs incertaines », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2009/79, juillet 2009

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Prairies janvier n° 2010/100

[Retour éditorial](#)

Une année atypique marquée par la sécheresse de l'automne

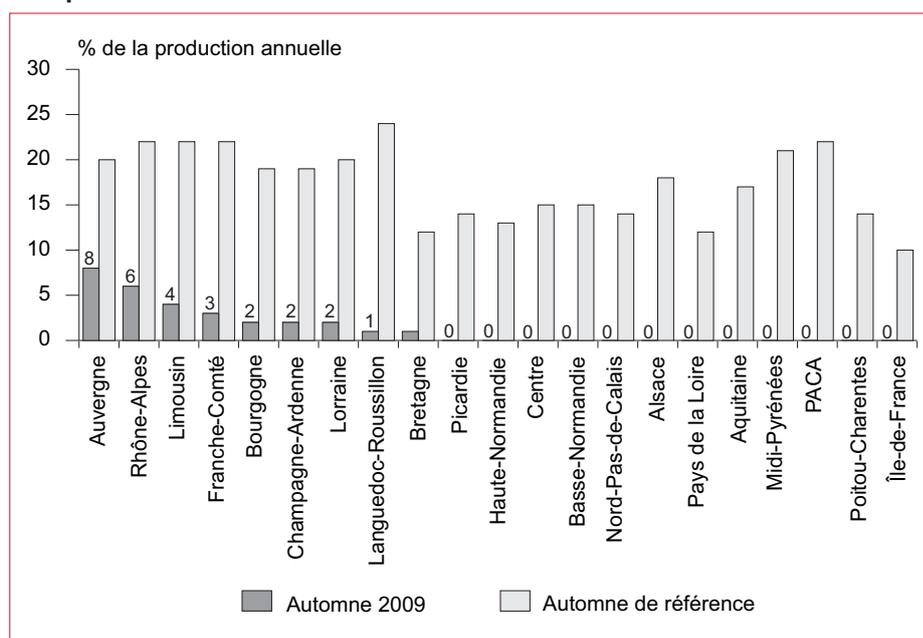
D'après le système Isop (*Informations et suivi objectif des prairies*), la fin de la campagne de fourrage 2009 a été marquée par une période sèche pour l'ensemble du territoire, et parfois même très sèche pour quelques départements. La production d'herbe de septembre à octobre a été ainsi limitée sur une grande partie du territoire national et quasi nulle dans les départements exposés aux conditions les plus sèches.

Une très faible production d'automne

Les conditions climatiques très sèches sur l'ensemble du territoire national ont réduit considérablement la production d'herbe de l'automne. Habituellement, 18 % de la production de l'année est réalisée entre le 20 août et le 20 octobre. Mais en 2009, cette part tombe à 3 % seulement pour la France. Cette situation est généralisée et aucune région n'échappe à la sécheresse très marquée de l'automne.

Entre le 20 août et le 20 octobre, les seules régions qui conservent une production significative sont la région Rhône-Alpes, le Limousin, l'Auvergne, la Franche-Comté, la Bourgogne, la Lorraine et Champagne-Ardenne. Après l'été, la reprise de la pousse

Une production automnale très limitée



Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

d'herbe n'a pas vraiment eu lieu pour beaucoup de départements. La pâture n'a pas permis de satisfaire les besoins du troupeau dans plusieurs régions et le recours aux stocks a été indispensable.

Les départements les plus touchés sont concentrés dans la moitié sud du pays, en particulier en Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Quelques autres départements du nord ont été confrontés à la même situation, notamment en Picardie, Haute-Normandie et Bourgogne.

Pourtant, la campagne 2009 avait bien démarré

Au 20 juin, la production fourragère atteint un niveau supérieur aux valeurs de référence pour la grande majorité des régions. À cette date, la production de fourrage est plus précoce pour les principales régions du sud, avec une réalisation de la production annuelle supérieure de 4 % à 15 % à la production habituellement enregistrée. Toutefois, en Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), la réalisation reste en retrait : le taux

de réalisation 2009 est inférieur de 5 % à la normale. Cette situation est plus fréquente pour Rhône-Alpes car les départements de montagne subissent souvent un retard de pousse au début du printemps. En revanche, elle est inhabituelle en PACA où l'essentiel de la production est toujours réalisé au printemps, avant la saison sèche. Dans le nord, pour la plupart des régions, la part de la production réalisée au printemps est normale ou supérieure à la référence. À ce stade, seule l'Alsace accuse une production en retrait par rapport à la référence.

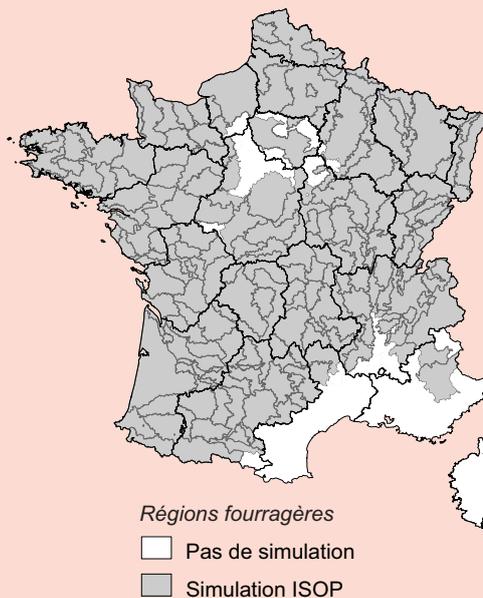
Isop, fruit d'une collaboration étroite entre Météo-France, l'Inra et le SSP

Le système Isop – Informations et suivi objectif des prairies – fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives au niveau de la région fourragère.

Ces estimations sont faites à partir du modèle de simulation STICS-Prairies développé par l'Inra, et mis en œuvre en collaboration étroite avec Météo-France et le SSP. Il est alimenté par les données climatiques journalières de Météo-France, les données de sols fournies par l'Inra et les données de l'enquête Prairies réalisée en 1998 par le Scea (aujourd'hui SSP). Ce modèle est opérationnel sur la France métropolitaine, hors pourtour méditerranéen et petite couronne parisienne. Il calcule les quantités journalières de matière sèche (MS) cumulées par hectare, sur 208 régions fourragères. Dans le système Isop, la région fourragère constitue l'unité de maillage la plus fine pour laquelle le potentiel de production des prairies est estimé. Pour qu'une région fourragère soit prise en compte dans la simulation, un seuil minimal de 7 000 hectares doit être couvert en prairies temporaires ou permanentes productives, à l'exclusion des prairies situées au-dessus de 1 000 mètres d'altitude.

Au 20 de chaque mois entre mars et octobre, un indicateur de rendement est publié pour chaque région fourragère. C'est le rapport des rendements cumulés de l'année en cours à des rendements moyens, dits de référence, calculés sur la période 1982-2006. L'indicateur Isop contribue à l'estimation des rendements des prairies pour la statistique agricole annuelle (SAA). Il s'agit de la matière sèche disponible au champ, cette matière

Potentiel de production d'herbe estimé par Isop pour 208 régions fourragères



Source : Isop

pouvant ne pas être totalement fauchée ou pâturée les années de forte production.

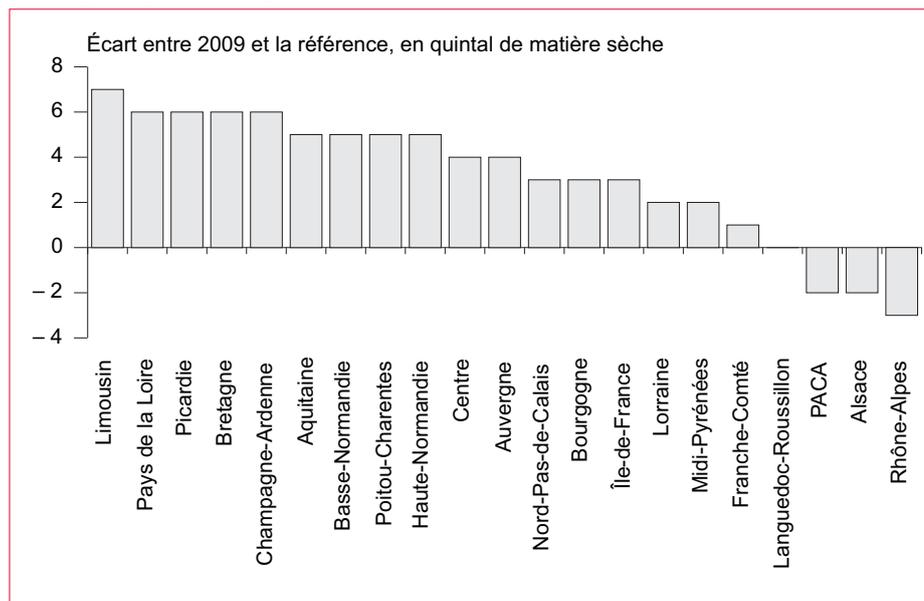
En 2010, la simulation sera étendue au pourtour méditerranéen, pour quinze nouvelles régions fourragères des régions Provence-Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.

Entre le 20 mars et le 20 juin 2009, la pousse d'herbe est très largement satisfaisante pour 73 départements sur 82, dans lesquels moins de 25 % de la surface départementale de prairies permanentes enregistre une pousse inférieure ou très inférieure à la normale. Cependant, pour quelques départements, la pousse reste à un niveau fai-

ble. Pour le Haut-Rhin, le Rhône et la Loire, plus de 75 % de la surface en prairies permanentes présentent une pousse inférieure ou très inférieure à la normale. Quant au Doubs, la Drôme et le Tarn, la pousse y est inférieure ou très inférieure à la normale pour 50 % et 75 % de la surface.

Au 20 juin 2009, le rendement moyen des prairies permanentes estimé par Isop pour la France atteint 4,6 tonnes de matière sèche (MS), soit un surplus de 400 kg au-dessus de la valeur de référence sur la période 1982-2006. Pour les prairies temporaires, le rendement moyen est de 5,5 tonnes de matière sèche par hectare et de l'ordre de 5 tonnes de matière sèche pour le rendement de la période de référence. Seules trois régions enregistrent au 20 juin un rendement moyen des prairies permanentes en dessous du niveau de référence : il s'agit de la région PACA, de l'Alsace et de Rhône-Alpes.

Au 20 juin, peu de régions avaient des rendements inférieurs à la normale



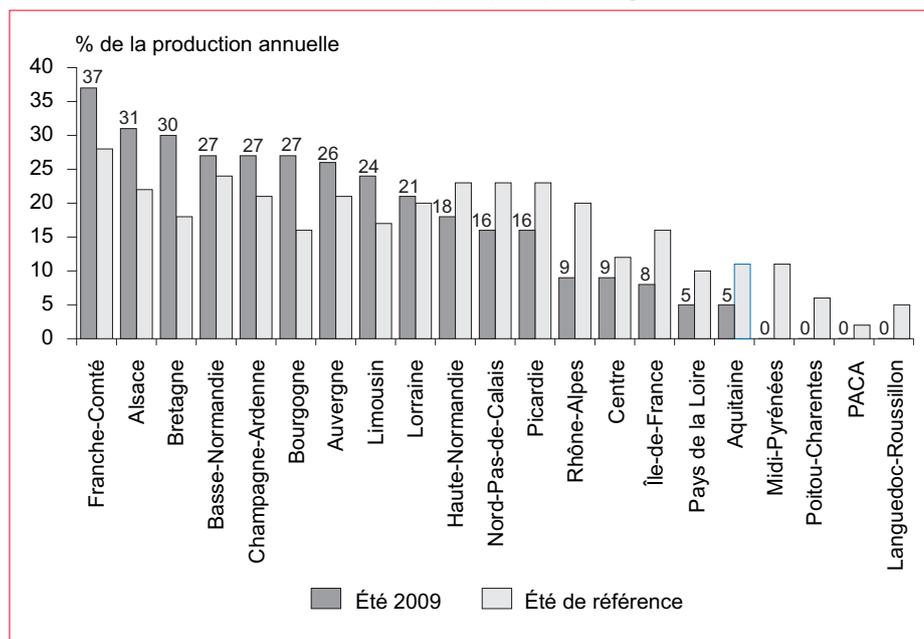
Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Les premières coupes de fourrage destinées à l'ensilage ou au stockage de foin ont pu se dérouler de mai jusqu'à fin juin dans des conditions acceptables. La météo plus favorable qu'en 2008 à la même époque n'a pas eu d'incidence majeure sur la qualité des fourrages stockés.

Mais un mois d'août chaud et sec affecte ensuite la production estivale des prairies

La production de l'été est habituellement modeste. La part de la production réalisée entre le 20 juin et le 20 août atteint en moyenne, pour la France et les prairies permanentes, 16 % de la production annuelle à la fois pour la référence et pour l'année 2009.

La sécheresse estivale ne touche que quelques régions



Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Mais cette moyenne masque de grandes disparités entre les régions. Les régions de l'Ouest, du Massif Central et de l'Est ont un taux de réalisation de la production estivale supérieur au taux habituellement constaté en été. En revanche, les régions du sud – Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, PACA, Aquitaine, Poitou-Charentes – et le Centre, l'Île-de-France, ainsi que la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais affichent un niveau de réalisation inférieur à la normale qui témoigne de la sécheresse estivale dans ces régions.

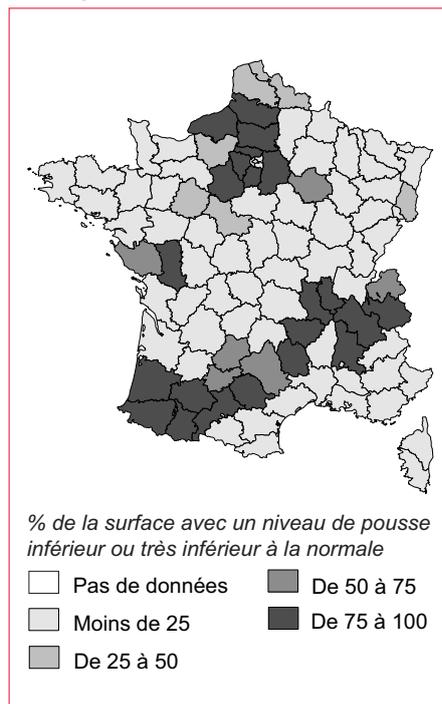
Entre le 20 juin et le 20 août, la pousse d'herbe est particulièrement limitée en Rhône-Alpes, dans le sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, dans les Deux Sèvres, l'Île-de-France et la

Un début de campagne satisfaisant du 20 mars au 20 juin 2009



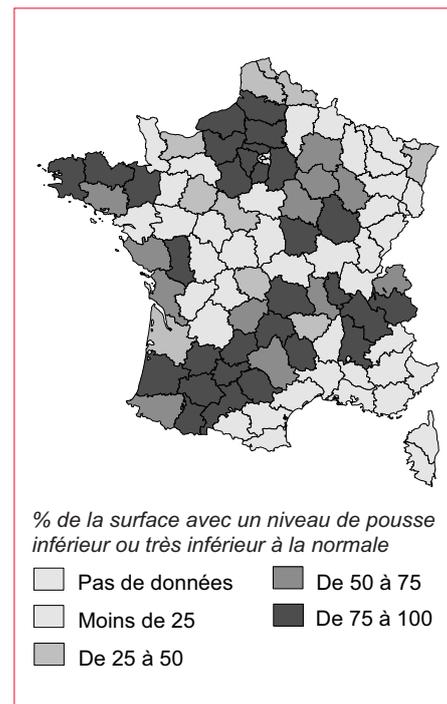
Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Un été sec au sud du 20 juin au 20 août 2009



Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Sécheresse automnale sur l'ensemble de la France du 20 août au 20 octobre

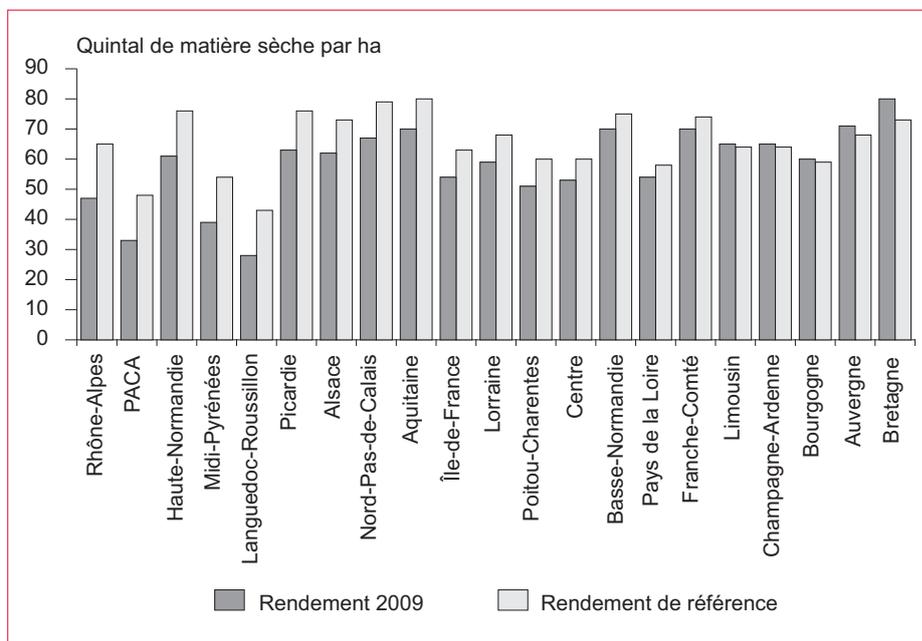


Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Picardie. Dans ces zones, elle est inférieure ou très inférieure à la normale pour plus de 75 % de la surface des prairies permanentes.

La campagne 2009 se termine sur une production estimée par Isop en dessous du niveau de référence. L'indice Isop de la campagne 2009 est égal à 91, c'est-à-dire au niveau limite en dessous duquel la production est jugée déficitaire. Le rendement moyen pour la France des prairies permanentes atteint 5,7 tonnes de matière sèche par hectare et se situe six quintaux en dessous de la production de référence. Au sud, les régions Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées sont les régions les plus affectées par le déficit de rendement alors qu'au Nord, la Haute-Normandie et la Picardie ont enregistré une production déficitaire.

Peu de régions avec un rendement des prairies permanentes supérieur à la référence



Sources : Agreste, Isop, Inra et Météo-France

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » et « Données en ligne - Statistique agricole annuelle - Cultures fourragères » pour les séries chiffrées
- Dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages - Prairies » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les prairies vues par Isop en novembre 2009 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages - Prairies n° 7/7, novembre 2009
- « De 1998 à 2008, dix ans de suivi de la production des prairies avec le modèle Isop », Synthèse Prairies n° 2009/68, avril 2009
- « Des productions fourragères très touchées par la sécheresse », Note de conjoncture générale, novembre 2003
- Guide d'utilisation Isop : Agreste chiffres et données agriculture - Publication n° 134 - mars 2001

[Retour éditorial](#)

Vive concurrence pour les exportations de vins dans le monde

Sur les dix premiers mois de 2009, les exportations de vins français poursuivent la chute entamée en 2008. La baisse de la demande mondiale en constitue un premier facteur, d'ordre conjoncturel. En termes structurels, la concurrence entre les différentes origines des vins s'intensifie chaque année, les capacités de production des zones de production d'Amérique du sud, d'Australie et d'Afrique du sud se développant.

Mauvaise année 2009 pour les exportations de vins français

D'après les données disponibles pour les dix premiers mois de l'année 2009, les exportations de vins français sont nettement en deçà de la moyenne des cinq dernières années (-14 %). Sur la même période en 2008, la baisse des exportations de vins français était déjà sensible mais un peu moins forte (-9 %, soit le plus bas niveau de quantités exportées depuis 1996). La valorisation des exportations, tous vins

confondus, se réduit très nettement après trois années en hausse, de 2006 à 2008 (-23 % par rapport à 2008, soit le plus bas niveau en valeur sur les dix dernières années).

Les exportations de vins tranquilles d'appellation français reculent à un volume très faible jusqu'en octobre (-16 % par rapport à 2008). Parmi les principales appellations françaises, les volumes exportés de vins de Bordeaux et de Bourgogne chutent de plus de 17 % chacun. Dans ce contexte très

difficile pour les exportations de vins français, les vins de table et de pays s'en sortent relativement mieux, le repli des quantités exportées se limitant à -6 % par rapport à 2008.

Le ralentissement général des échanges mondiaux explique pour partie ce repli des exportations françaises de vin en 2009. Toutefois, la forte évolution du commerce international depuis quinze ans est un facteur à prendre en compte pour interpréter la crise structurelle qui affecte actuellement ces exportations.

Depuis 10 ans, la consommation mondiale de vins a régulièrement augmenté

Pour l'année 2008, la consommation mondiale de vins est estimée par l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) à environ 245 millions d'hectolitres. Depuis 1997, la hausse de la consommation mondiale est quasi continue, atteignant près de 20 millions d'hectolitres. En 2008, le ralentissement mondial de la demande entraîne une réduction de la consommation mondiale de vins. La production mondiale évolue de façon moins régulière, avec une forte variation liée à l'hétérogénéité des conditions météorologiques selon les zones de production.

L'accroissement des échanges mondiaux de vins a accompagné celui de la consommation mondiale. Entre 1997 et 2007, les exportations mondiales de vins ont augmenté de 35 millions d'hectolitres. En 2007, les exportations de vins européens tiennent toujours une place prédominante par rapport aux autres origines (64 % du total des vins exportés dans le monde). Mais le développement des exportations mondiales de vin a davantage profité aux vins de l'hémisphère sud qu'aux vins produits dans l'Union européenne. En

1997, la part des vins européens dans le total des échanges mondiaux était de plus de 80 %. La consommation de vins se développe davantage dans des pays non producteurs qui importent des vins dits du « nouveau monde ».

Concurrence accrue sur les marchés mondiaux

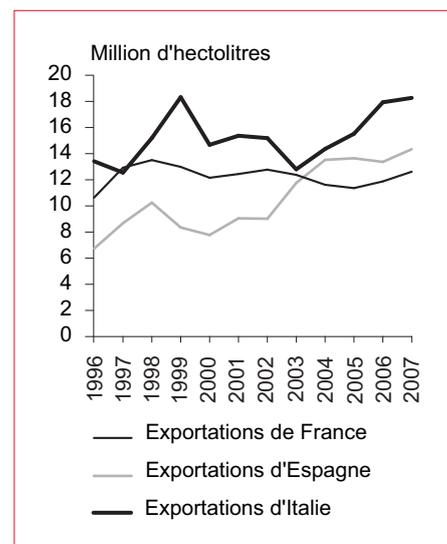
En volume, les exportations européennes sont en croissance régulière entre 2000 et 2007, au taux moyen de + 4 % par an. Dans le même temps, les exportations des vins d'Amérique du Sud, d'Afrique du Sud et d'Australie progressent à un rythme moyen nettement plus important (respectivement + 21 %/an, + 20 %/an et + 14 %/an). En 2007, le niveau des exportations de vins d'Amérique du Sud dépasse pour la première fois celui des vins français ou espagnols.

Les principaux pays exportateurs de l'Union européenne sont l'Italie, l'Espagne et la France. Une évolution de leurs poids respectifs dans les échanges vers les pays tiers se dessine depuis 2003, l'Italie confortant sa place de leader et l'Espagne confisquant la deuxième place à la France en termes de volumes de vins exportés. Les exportations françaises se

montrent moins dynamiques que celles de nos voisins italiens et surtout espagnols.

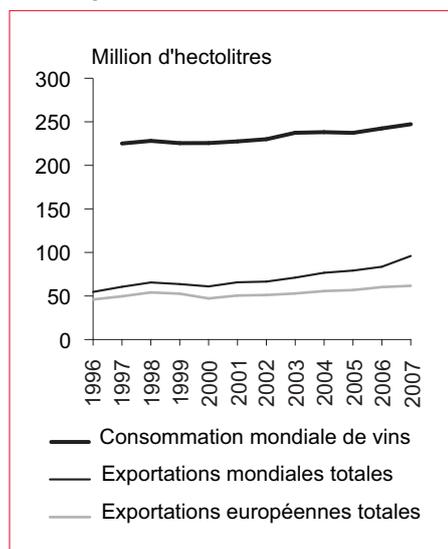
En termes de valorisation des exportations, les vins français conservent leur première place devant les vins italiens et surtout les vins espagnols.

Les exportations de vins français moins dynamiques que les exportations espagnoles ou italiennes



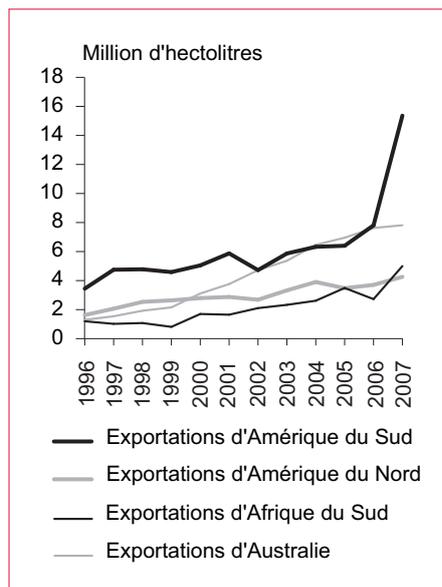
Sources : DGDDI (Douanes), FAO

L'accroissement de la consommation mondiale favorise l'expansion des exportations de vins



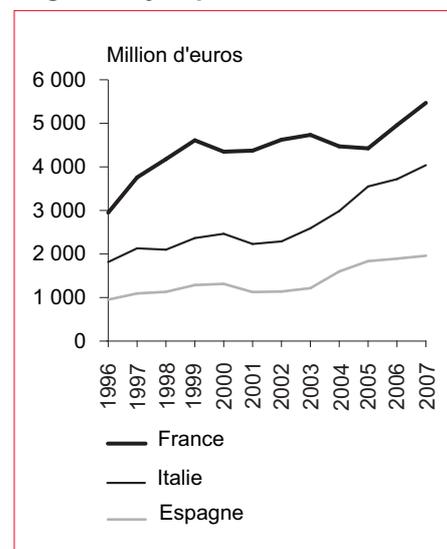
Sources : DGDDI (Douanes), OIV, FAO

Hausse continue des exportations des vins dits du « nouveau monde »



Source : FAO

La valeur des vins européens augmente jusqu'en 2007



Sources : DGDDI (Douanes), FAO

Les vins français s'exportent à un niveau de prix élevé

Le repli actuel des volumes de vins français exportés s'explique par un ralentissement généralisé des échanges mondiaux. Mais il s'inscrit également dans une évolution de moyen terme se manifestant par une relative stagnation des volumes exportés et une réduction du poids relatif des vins français dans les échanges mondiaux de vins depuis 2000.

L'analyse des prix moyens à l'exportation des vins provenant des différentes origines met en évidence le différentiel très net entre les vins d'origine française et les vins d'autres origines. Cela s'explique par la structure des exportations françaises dans laquelle les vins d'appellations, en particulier de haut de gamme – crus, champagne, etc. –, constituent une part dominante du total exporté. Ces vins sont de fait plus onéreux en rai-

son de leurs conditions de production spécifiques. La moyenne des prix 2000-2007 permet de situer le prix des vins français par rapport au prix moyen mondial. Les vins de table et de pays français affichent un prix moyen de 1,42 €/litre et les vins tranquilles d'appellation de 4,80 €/litre. Sur la même période, le prix mondial moyen à l'exportation de vins s'élève à 2,20 €/litre.

À la fin des années 1990, les vins tranquilles d'appellation français étaient proches du niveau de prix des vins d'Australie, et, depuis le début des années 2000, le différentiel n'a cessé de s'accroître. Le prix moyen 2000-2007 des VQPRD français dépasse de près de deux fois celui des vins d'Australie.

Les vins de table et de pays français concurrencent, en niveau de prix, les vins d'Amérique du Sud (1,45 €/litre) et d'Afrique du Sud (1,46 €/litre). Les

vins provenant d'Amérique du Nord sont nettement plus chers (1,80 €/litre). La compétition prix s'accroît chaque année en raison du développement des capacités de production des pays tiers concurrents et de leur volonté d'écouler leurs disponibilités sur les marchés mondiaux.

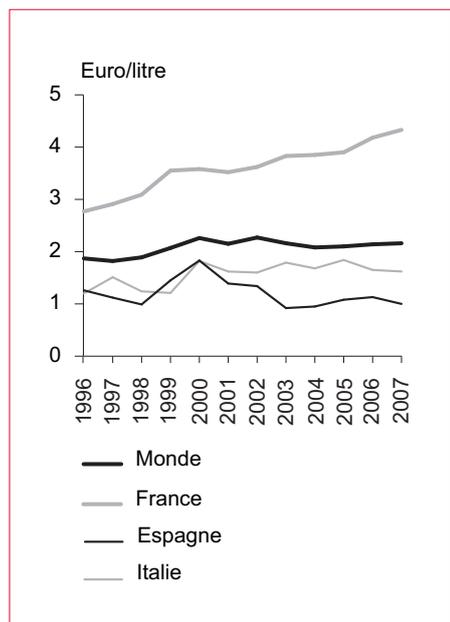
Depuis l'entrée en vigueur de l'euro, des effets de taux de change des monnaies jouent également. La hausse du taux de change de l'euro face aux dollars américain ou australien, et au rand sud-africain constitue un désavantage pour les exportateurs français en termes de prix réel des vins.

Le facteur prix influence le choix des consommateurs qui ne paieront pas toujours la prime à la qualité des vins d'appellation européens, en particulier français. Mais le marché est également segmenté, et les vins haut de gamme peuvent connaître des progressions de prix spectaculaires quand la conjoncture mondiale est favorable, en relation avec le caractère limité de leur production pour les meilleures appellations.

La crise économique mondiale se répercutant sur les exportations de vins, l'évolution des exportations françaises de vins est incertaine pour l'année 2010. Cela dépendra notamment de la demande des marchés mondiaux et de la capacité à promouvoir la prime à la qualité des vins français à l'égard des vins plus homogènes des pays de l'hémisphère sud.

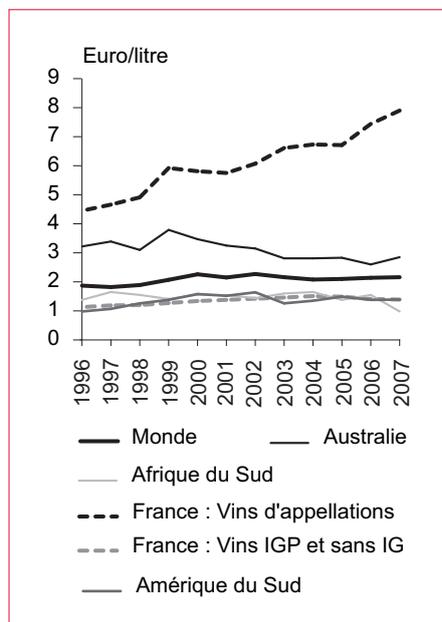
Pour les vins de consommation courante – vins IGP et sans IG – qui sont minoritaires dans les volumes de vins exportés chaque année, la concurrence des vins d'Afrique du Sud et d'Amérique du Sud est vive. Les prix mondiaux sont proches mais les quantités offertes sont beaucoup plus importantes en vins de l'hémisphère sud, ce qui influence fortement l'évolution des prix.

Les vins français s'exportent à un prix moyen nettement plus élevé



Sources : DGDDI (Douanes), FAO

Les vins de l'hémisphère sud se positionnent sur une gamme de prix plutôt basse



Source : FAO, douanes

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par FranceAgriMer sur www.onivins.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
- Les données du commerce extérieur mondial des vins sont fournis par la FAO (Tradestat)

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La campagne viticole 2009/2010 démarre difficilement », Synthèse Viticulture n° 2009/97, décembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47,3 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5, novembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 4, octobre 2009
- « Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé », Synthèse Viticulture n° 2009/84, septembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 48 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 3, septembre 2009
- « Marché viticole : campagne 2008/2009 décevante pour les ventes de vins français », Synthèse Viticulture n° 2009/74, juin 2009

[Retour éditorial](#)

Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent

La filière volailles est fortement impactée par la crise de l'influenza aviaire qui dure de l'automne 2005 à l'été 2006. Le poulet est alors l'espèce la plus touchée mais, pour autant, sa production est restée quasiment stable entre 2004 et 2008. La structure de production évolue : les élevages se concentrent et l'intégration se renforce. Pour le poulet et la pintade, les productions de qualité, label notamment, sont en baisse.

De l'automne 2005 à l'été 2006, la crise de l'influenza aviaire perturbe fortement la filière volailles

La perturbation de la filière volailles, à la suite des craintes liées au virus H5N1, s'est concentrée sur la période courant d'octobre 2005 au début de l'été 2006. Cette crise a accéléré et infléchi le recul de la production de la volaille amorcé à la fin des années 1990.

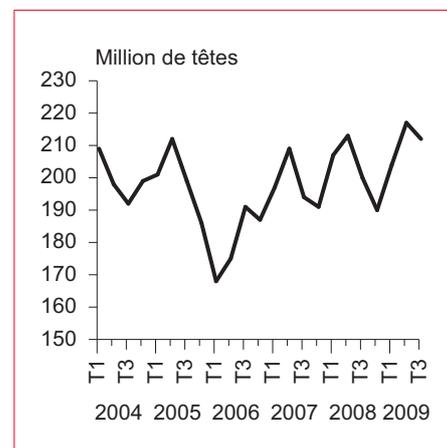
Les mises en place de poulet de chair commencent à baisser de manière très forte à compter de décembre 2005, mois pour lequel la chute est de 20 % par rapport au mois de décembre précédent. Ensuite, le repli sera de 17 % au premier trimestre 2006, puis de 18 % au second trimestre, en glissement annuel. Il s'ensuit un important recul des abattages de poulet à compter du mois de mars suivant (- 12 % par rapport à l'année précédente). Au cours du deuxième trimestre 2006, près d'un abattage de poulet sur trois

disparaîtra, par rapport à la même période en 2005. La baisse se poursuivra jusqu'à fin 2006, mais dans des proportions moindres.

En parallèle, la consommation de viande de poulet commence à reculer début 2006. Au premier trimestre, la baisse est de 5 % en France, soit une consommation moindre qu'au premier trimestre 2005 de dix milliers de tonnes. Ce sont alors les exportations qui pâtissent le plus de la situation, chutant de 35 %, soit un déficit de 31 milliers de tonnes. Aux deuxième et troisième trimestres, la situation continue de se dégrader, la consommation de viande de poulet diminuant respectivement de 2 % et 3 %. Au deuxième trimestre, la chute des exportations est spectaculaire (- 42 % correspondant à 39 milliers de tonnes). Dès le troisième trimestre, la situation à l'exportation se stabilise, le tonnage s'avérant équivalent à celui du troisième trimestre 2005. Malgré cela, sous la pression d'importations de viande de poulet de

plus en plus importantes, le solde du commerce extérieur continue de se détériorer jusqu'en 2009, tout en restant positif. Quant à elle, la consom-

Les mises en place de poussins de poulet reculent fortement au 1^{er} semestre 2006, puis reprennent progressivement leur niveau antérieur

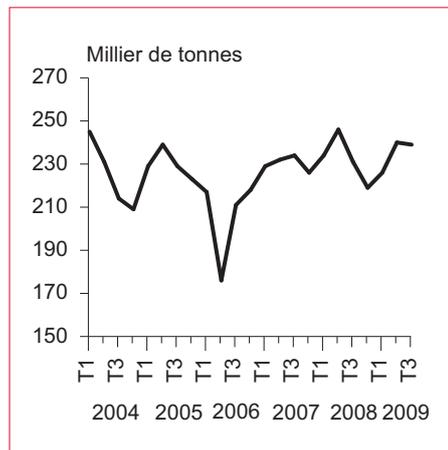


Source : Agreste

mation de poulet non seulement se redresse fin 2006, mais augmente ensuite progressivement jusqu'à dépasser, dès 2007, son niveau des années précédant la crise de l'influenza aviaire. La viande de poulet, relativement bon marché, bénéficie d'un report de consommation des autres viandes, notamment au moment de la crise mondiale fin 2008.

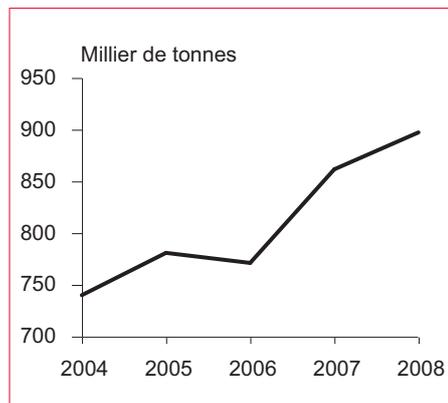
Les stocks de viandes de volaille subissent immédiatement l'impact de la crise. Dès le quatrième trimestre 2005,

Dans le sillage des mises en place, les abattages de poulet chutent au 2^e trimestre 2006, puis reprennent progressivement leur niveau antérieur



Source : Agreste

En 2006, la consommation de poulet recule légèrement, puis dépasse ensuite rapidement son niveau antérieur



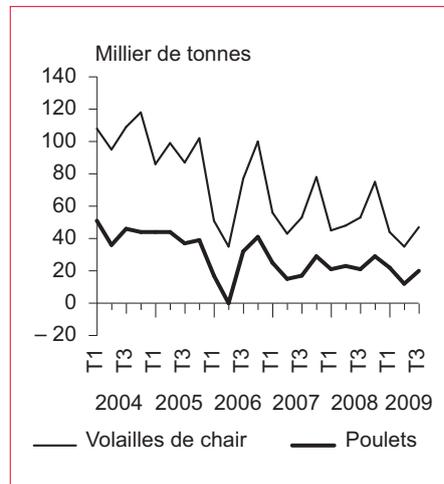
Source : Agreste

ils doublent par rapport à celui de 2004, alors que la fin de l'année est habituellement propice au déstockage. Puis, au premier semestre 2006, les stocks triplent par rapport au premier semestre 2005. Fin 2006, la situation redevient quasiment normale.

Entre 2004 et 2008, quasi-stabilité de la production de poulet, mais changement structurel des exploitations

Les disparitions d'élevages de volailles découlent pour une grande part de la crise liée à l'influenza aviaire. Entre 2004 et 2008 – années de réalisation de l'enquête Aviculture – le nombre d'exploitations qui réalisent une production significative de volailles, se réduit en effet de 18 %, passant de 23 milliers d'élevages à moins de 19 milliers. Parmi les régions les plus productrices, la Bretagne et Rhône-Alpes sont touchées dans la même proportion que l'ensemble, les Pays de la Loire résistant mieux (seulement – 16 %). Pour les deux autres régions avicoles importantes, les disparitions sont plus nombreuses : un peu plus du quart des exploitations en Aquitaine stoppe cette activité et, pour Midi-Pyrénées, près d'une exploitation sur trois disparaît. Pour celles-ci, grandes

À l'instar de la production, le solde des échanges extérieurs de viande et préparations de volaille est en baisse constante depuis 2004



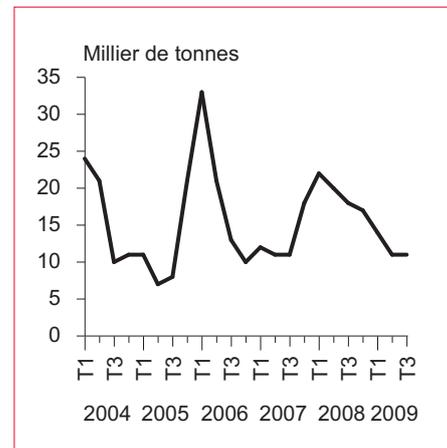
Source : DGDDI (Douanes)

productrices de canards gras, les disparitions d'exploitations ne correspondent pas toujours à une baisse de la production, mais plutôt à une concentration des élevages.

Au cours des années où les craintes liées à l'influenza aviaire sont les plus vives, l'ensemble des élevages de volailles subissent une évolution marquante. Pour plus d'un tiers des exploitations cessant leur activité avicole entre 2004 et 2008, la cessation a lieu en 2007. Il s'agit, pour la plupart, d'exploitations dont la production avicole n'est pas la principale activité, et qui pratiquent les grandes cultures et, dans une moindre mesure, l'élevage de bovins. Les cessations commencent déjà en 2006, mais en nombre plus restreint qu'en 2007 : 600 exploitations au moins déclarent arrêter cette activité en 2006 et près de 900 en 2007, alors que seulement 300 stoppent toute activité avicole en 2004 et 166 en 2008, année de retour à une situation normale.

Concernant le poulet en particulier, la production est quasiment stable entre 2004 et 2008, dans les 66 départements métropolitains les plus producteurs. La diminution n'atteint que 0,3 %, soit seulement deux millions d'unités produites en moins par rapport à la production totale qui s'élève à environ 700 millions. Néanmoins, des restructurations affectent aussi la filière.

Début 2006, les stocks de poulet triplent leur niveau habituel à cette période



Source : Agreste

Pour connaître la production et l'évolution structurelle des exploitations avicoles, des enquêtes Aviculture

L'enquête Aviculture 2008 a été réalisée en France métropolitaine par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), en collaboration avec les services déconcentrés de statistique agricole. Comme la précédente en 2004, l'enquête recueille les données structurelles et techniques sur les élevages de volailles, analyse les systèmes de production, et dénombre les animaux produits par espèce.

La collecte a été réalisée par des enquêteurs de mars à mai 2009 auprès de 7 711 exploitations dans 48 départements qui représentaient en 2004 plus de 95 % de la Marge brute standard (MBS) volailles nationale. Le champ de l'enquête représente, selon le recensement agricole 2000, 85 % des poules pondeuses d'œufs de consommation, 93 % des poulets de chair et 94 % des canards gras.

L'enquête porte sur les exploitations qui ont produit pour la vente en 2008 des volailles de chair éventuellement gavées, des œufs de consommation ou des œufs à couvrir. Le champ de l'enquête comprend les exploitations qui ont produit à des fins commerciales en 2008 et dont l'élevage atteint au moins un des seuils suivants d'animaux présents : 1 000 poules pon-

deuses ou poulettes pour la ponte ou une capacité équivalente, 1 000 poulets ou dindes, 500 pintades, pigeons ou cailles, 200 canards à rôtir ou à gaver, 20 oies, ainsi que les bâtiments d'une surface au moins égale à 200 m² pour les volailles de chair. Les exploitations commercialisant toute leur production pour le repeuplement en gibier ou pour la chasse, ainsi que celles dont l'activité d'accoureur constitue l'unique activité avicole, ont été exclues de l'enquête

Cette enquête par sondage a été complétée sur l'ensemble du territoire métropolitain par une enquête téléphonique allégée portant principalement sur les volumes produits. En 2004, le champ de cette seconde enquête était restreint à 66 départements.

Les résultats de ces deux enquêtes permettent, d'une part, d'analyser les évolutions structurelles des exploitations avicoles entre 2004 et 2008 et, d'autre part, de disposer d'informations récentes et exhaustives sur les volumes produits par l'ensemble des exploitations atteignant et dépassant au moins un des seuils fixés.

L'élevage des poulets résiste plutôt bien, dans la mesure où seulement 18 % des exploitations productrices de poulet disparaissent entre 2004 et 2008, contre 20 % des exploitations ayant une activité avicole. Les élevages se concentrent. Si le nombre de bâtiments se trouve réduit dans la même proportion que les exploitations, leur capacité en poulet s'accroît. Cinq millions de places supplémentaires sont consacrées au poulets, soit 3 % de plus qu'en 2004.

La stabilité de la production recouvre de fait une réalité complexe. D'une part, une baisse de la production correspondant à des cessations d'activité d'éleveurs de poulet en place en 2004, est plus que compensée par la production des nouveaux éleveurs : en 2008, les cessations d'activité des élevages, qui produisaient du poulet de chair en 2004, entraînent une baisse de production de 28 millions d'animaux, soit un peu plus de 4 % de la production de 2004. À l'inverse, les nouveaux éleveurs produisent 49 millions d'animaux supplémentaires en 2008, soit 7 % de la production de 2004. D'autre part, il semble que les exploitations pérennes dans la production de poulet en produisent plus, au détriment des autres espèces. Au sein de ces élevages, le nombre de bâtiments reste stable. Il est donc très probable que le poulet profite de la baisse de production de la dinde et, dans une moindre mesure, de celle de la pintade. En effet, dans ces exploitations, la production de poulet augmente de 7 % pour une augmentation de capacité de 9 %, alors que la production de dinde diminue de 39 % et la capacité réservée à cette espèce de 37 %. En parallèle, la pro-

Des cahiers des charges spécifiques pour les différentes qualités de poulet de chair

Critères	Standard	Certifié	Label	Bio
Durée d'élevage	environ 40 jours	56 jours minimum	81 jours minimum	81 jours minimum
Densité d'animaux par m ²	23/ m ²	18/m ²	11/ m ² maximum	10/ m ² maximum
Alimentation	100 %, végétale, vitaminique	100 % végétale (dont au moins 65 % de céréales)	100 % végétale (dont au moins 75 % de céréales)	100 % végétale (dont au moins 75 % de céréales, 90 % de matières premières certifiées AB)
Parcours extérieur	non	non	oui	oui

duction de pintade recule de 7 % et la capacité de 19 %.

En ce qui concerne le rythme de production, le nombre de « bandes » élevées dans les exploitations productrices de poulet est quasiment stable en 2004 et 2008, soit un peu plus de quatre « bandes » par an en moyenne. Du point de vue démographique, les producteurs de poulet ayant résisté à la crise et n'ayant pas cessé leur activité appartiennent plutôt aux tranches d'âge élevées, de plus de 40 ans. Quant au statut juridique des exploitations productrices de poulet, il évolue également en quatre ans. Les exploitants individuels ne sont plus majoritaires : en 2004, ils représentent 59 % des éleveurs de poulet mais seulement un peu moins de 50 % en 2008. Au contraire, la part des GAEC se maintient, à savoir une exploitation sur sept. La progression des formes sociétaires, de l'EARL notamment, est importante, de 28 % à 36 % des exploitations. À noter que l'ensemble de la filière avicole suit ces tendances.

La production de poulet label diminue depuis 2004, alors que celle du poulet léger type export progresse

Alors que le nombre d'exploitants produisant du poulet label diminue dans la même proportion que l'ensemble

poulet (- 18 %), ce type de production a reculé de 9 % entre 2004 et 2008. Au cours de cette période, les exploitations se rapprochent encore plus des filières intégralement organisées. En 2004, 91 % des éleveurs de poulet label sont liés par un contrat global ou une autre forme de contrat alors qu'en 2008, ils ressortissent pour 96 % de filières intégrées.

Concernant le poulet certifié, près d'une exploitation sur quatre, productrices en 2004, arrête cette activité en 2008. La production se réduit également fortement, perdant plus de 17 %. C'est le type d'élevage le plus touché. Le recul s'accompagne d'une contractualisation des éleveurs bien plus forte qu'en 2004. En effet, en 2008, il ne reste plus qu'un éleveur sur vingt dégagé de toute forme de contrat alors qu'un éleveur sur six est lié en 2004.

Le nombre d'éleveurs de poulets issus de l'agriculture biologique baisse de 14 % en quatre ans, alors que la production s'accroît au contraire de 9 %. Pour le poulet AOC, qui se limite de fait au poulet de Bresse dont l'élevage est concentré dans la région, près d'un éleveur sur quatre cesse cette activité entre 2004 et 2008. Ici aussi, l'élevage se concentre dans la mesure où la production ne diminue que de 5 % entre ces deux années.

Le nombre d'exploitants élevant du poulet standard diminue de 7 % pendant que leur production augmente de 4 %. Le poulet léger type export suit la même tendance, avec un fort repli du nombre d'exploitations productrices (- 17 %) et une progression de la production (+ 2 %).

La production de pintade de qualité recule fortement

La production de pintade subit indirectement le contre-coup de la crise liée à l'influenza aviaire : après le fort recul de 2006, elle ne retrouve pas son niveau antérieur.

Près d'un exploitant sur cinq produisant de la pintade en 2004 n'est plus producteur en 2008. Entre ces deux années, la production chute de 12 %. La pintade de qualité recule encore plus fortement : sa production se réduit de 28 % entre 2004 et 2008 et le nombre des éleveurs de 22 %. Pour cette espèce également, la contractualisation des exploitations progresse de manière importante. En 2004, 53 % des éleveurs produisant de la pintade disposent d'un contrat global ou d'une autre forme de contrat. En 2008, sept élevages de pintade sur dix sont en intégration totale ou partielle.

Évolution du nombre d'exploitations entre 2004 et 2008 en fonction de l'espèce

Exploitations	Poulet	Dont label	Ccp	Aoc	Bio	Lourd + standard	Léger	Dinde	Pintade
2004	12 222	5 064	957	205	295	3 079	733	4 823	3 457
2008	10 052	4 209	732	159	255	2 874	610	3 150	3 150
Évolution 2008/2004	- 17,7 %	- 16,9 %	- 23,5 %	- 22,4 %	- 13,6 %	- 6,7 %	16,8 %	- 34,7 %	- 8,9 %

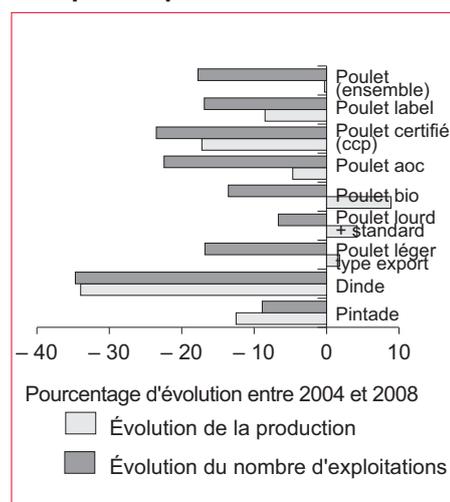
Source : Agreste - Enquêtes Aviculture 2004 et 2008

Évolution de la production entre 2004 et 2008 en fonction de l'espèce (millions de têtes)

Exploitations	Poulet	Dont label	Ccp	Aoc	Bio	Lourd + standard	Léger	Dinde	Pintade
2004	685,19	103,99	57,97	0,95	3,68	329,50	142,28	88,48	30,98
2008	683,26	95,16	47,99	0,90	4,01	343,39	144,84	58,44	27,11
Évolution 2008/2004	- 0,3 %	- 8,5 %	- 17,2 %	- 4,7 %	8,9 %	4,2 %	1,8 %	- 34,0 %	- 12,5 %

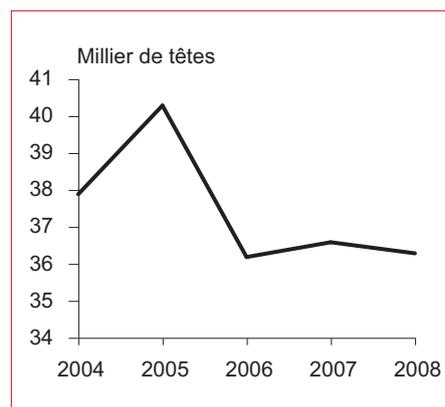
Source : Agreste - Enquêtes Aviculture 2004 et 2008

Entre 2004 et 2008, le nombre d'exploitations recule plus fortement que la production, sauf pour la pintade



Source : Agreste - Enquêtes Aviculture 2004 et 2008

En 2006, la production de pintades chute fortement



Source : Agreste

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent carcasse (gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête accoueurs pour les éclosions
- Les enquêtes AVICULTURE 2004 et 2008
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de poulet augmentent encore en novembre », Infos rapides Aviculture n° 1/11, janvier 2010
- « Stabilité de la consommation de viande de volaille », Infos rapides Aviculture n° 11/11, décembre 2009
- « Volailles : la concurrence des Pays tiers se développe pour les préparations de viande », Synthèse Aviculture, n° 2009/85, septembre 2009
- « Vers une stabilisation de la production de foie gras en 2008 », Synthèse Aviculture, n° 2009/70, avril 2009
- « Le redressement de la filière avicole s'avère moins marqué pour le Label rouge », Synthèse Aviculture, n° 2008/38, juillet 2008
- « La production de volailles reprend en 2007 », Synthèse Aviculture, n° 2008/22, avril 2008
- « Près de 20 000 tonnes de foie gras produites en France en 2007 », Synthèse Aviculture n° 2008/13, mars 2008
- « La production de volailles est en hausse constante sur l'année 2007 », Synthèse Aviculture, décembre 2007
- « Sortie de crise pour l'ensemble de la filière volaille à l'exception de la dinde », « La production de volailles reprend en 2007 », Synthèse Aviculture, novembre 2007

Retour éditorial

Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA

Au troisième trimestre 2009, l'excédent commercial des industries agro-alimentaires (IAA) est mieux orienté. Combiné à la hausse des consommations des ménages, cela engendre une amélioration d'activité. Après leur flambée de 2008, les prix des produits des IAA retombent à leur niveau de 2007, entraînant avec eux le chiffre d'affaires à la baisse. Au troisième trimestre, l'emploi salarié dans les IAA se dégrade, mais de façon plus modérée que dans le reste de l'industrie, et les chefs d'entreprises perçoivent un regain d'activité au troisième trimestre.

Redressement de l'excédent commercial au troisième trimestre

Entre le premier et le troisième trimestre 2009, le solde commercial des IAA (y compris tabac) augmente de 600 millions d'euros. Par rapport à 2008, le solde décline de 26 % au troisième trimestre, contre - 43 % au deuxième trimestre et - 66 % au premier, et l'excédent s'élève alors à un milliard d'euros. Cette amélioration résulte du fait que la baisse des importations, qui représentent sept milliards d'euros, s'est accélérée (- 7,2 % après - 4,8 % au deuxième trimestre). La diminution des exportations se stabilise à - 10 %.

Sur un an, l'excédent commercial des **boissons**, des **produits laitiers** et des **produits du travail des grains et produits amylicés** recule encore, mais à un rythme moins soutenu qu'au deuxième trimestre.

Le solde des **boissons** fléchit de 17 % au troisième trimestre contre - 22 %

au deuxième. Soutenues par la hausse des prix des **boissons**, les exportations sont en effet passées de - 18 % au deuxième trimestre à - 14 % au troisième. Les exportations de **champagnes et mousseux** freinent de 27 %, après une diminution de 35 % au deuxième trimestre. Pour les **vins**, la diminution des exportations ralentit légèrement (- 17 % après - 19 % au deuxième trimestre). Au contraire, les exportations de **bière** et de **boissons rafraîchissants** augmentent respectivement de 7,9 % et 3,9 % en valeur (+ 10 % et + 7 % au deuxième trimestre). Cette hausse est essentiellement due à la hausse des prix pour la **bière** et à la hausse de la demande extérieure pour les **boissons rafraîchissants**, favorisées par un été plus chaud qu'en 2008.

L'excédent commercial des **produits laitiers** se rétracte de 16 % par rapport à l'année précédente, après une baisse de 20 % au deuxième trimestre. Cet amortissement est dû au

regain de la demande extérieure, mais les **produits laitiers** restent pénalisés par la baisse des prix des produits industriels. Au troisième trimestre, la valeur des exportations de **poudres de lait entier** recule de 37 %. La détérioration de la demande européenne entraîne une diminution des exportations de **fromages** en valeur (- 11 % en glissement annuel), mais moins qu'au deuxième trimestre (- 15 %).

Après une baisse de 21 % au deuxième trimestre en glissement annuel, le solde des produits du **travail des grains** ne se détériore que de 18 %, grâce à la baisse des importations et à une réduction des prix plus prononcée qu'au trimestre précédent.

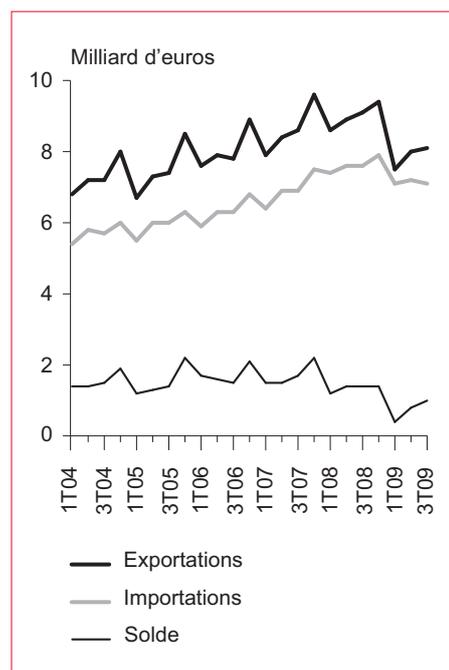
Le recul sur un an de l'excédent commercial est aussi modéré par l'amélioration du déficit des **produits à base de fruits et légumes, des huiles et graisses végétales et animales** et des **préparations de produits de la pêche**, secteurs fortement importateurs. Après une

hausse de 3,8 % au deuxième trimestre, les importations en valeur des **fruits et légumes** diminuent de 6,5 %, principalement à cause du ralentissement de l'augmentation des importations en volume (+ 0,9 % contre + 18 % au deuxième trimestre). La baisse des importations en valeur d'**huiles et graisses végétales et animales** augmente en raison de l'accroissement de la chute des prix (- 25 % au troisième trimestre après - 20 % au deuxième). La détérioration de la hausse des importations de **préparations de produits de la pêche** de 3,8 % (+ 4,2 % au trimestre précédent) est causée par la baisse de la demande intérieure.

En revanche, le déficit des **viandes et produits à base de viandes** se creuse au troisième trimestre (+ 145 % de déficit contre + 66 % au deuxième trimestre). Il s'aggrave ainsi de 105 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2008, à la suite de la baisse des exportations en valeur.

Au troisième trimestre 2009, le recul du solde commercial des IAA (y compris tabac), continue de s'atténuer. Les exportations de **boissons** et de **produits laitiers** ont en effet moins fléchi

Au troisième trimestre 2009, l'excédent commercial des IAA est mieux orienté ...



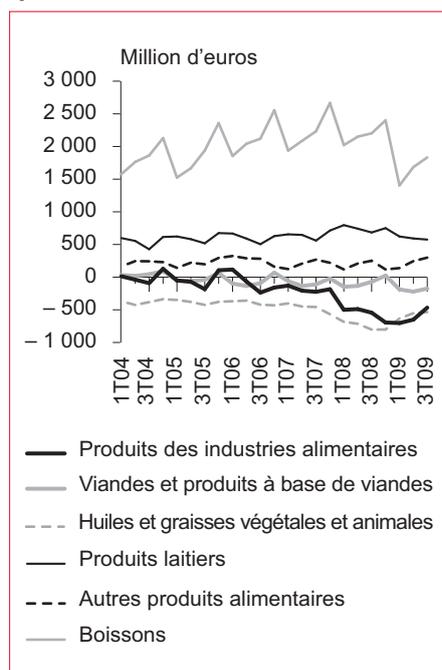
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

par rapport à l'année précédente qu'au deuxième trimestre. De même, l'accélération de la baisse des importations de **produits à base de fruits et légumes, des huiles et graisses végétales et animales** et des **préparations de produits de la pêche** a contribué au redressement du solde commercial des IAA. Le déficit des **viandes et produits à base de viandes** continue cependant de se creuser.

Hausse de la consommation des ménages

Selon les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la reprise des consommations en volume de produits alimentaires s'accélère au troisième trimestre 2009. Après une hausse de 1 % au deuxième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre 2008, la consommation globale augmente de 1,7 % au troisième trimestre. Entre le deuxième et le troisième trimestre 2009, l'augmentation de la consommation en **viandes et produits laitiers** par rapport à 2008 se poursuit au même rythme, tandis que celle des **autres produits agroalimentaires (y compris tabac)** s'accélère, passant de + 1 % à + 2 %.

... et le solde commercial des boissons et des huiles et graisses végétales et animales se détériore moins qu'au deuxième trimestre



Source : DGDDI (Douanes)

D'après les bilans établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), la consommation de l'ensemble des viandes – la consommation à domicile directe et aussi les utilisations industrielles et la restauration hors foyer – serait toutefois en légère baisse par rapport au troisième trimestre 2008.

D'après le panel Nielsen qui concerne les ventes en grandes surfaces, la consommation à domicile de **produits laitiers** augmenterait par rapport au troisième trimestre 2008 pour les fromages et les crèmes mais diminuerait pour le lait et les produits ultra-frais.

L'amélioration de l'activité se poursuit au troisième trimestre

Après un premier trimestre morose, l'activité des IAA bénéficie d'un regain au deuxième trimestre (+ 0,5 %), et plus encore au troisième trimestre (+ 2,8 %). Ce progrès résulte d'une amélioration des demandes intérieure et extérieure.

Au troisième trimestre 2009, l'activité des **produits de la boulangerie** et des autres **produits alimentaires** est en effet dynamique par rapport au troisième trimestre 2008. La production des **autres produits alimentaires** augmente ainsi de 8 % (contre - 2 % au deuxième trimestre) et celle des **produits de la boulangerie** de 1,8 % (+ 0,6 % au deuxième trimestre).

De plus, la réduction de la production commerciale des **boissons, produits laitiers, aliments pour animaux et de viande** freine au troisième trimestre 2009. Grâce à l'amélioration de la demande extérieure, la production de **boissons** diminue seulement de 1,8 % par rapport au troisième trimestre 2008 alors qu'elle chutait de 7,6 % au deuxième. Ainsi, l'activité des **boissons alcoolisés** baisse moins qu'au deuxième trimestre. Le dynamisme des exportations de **boissons rafraîchissants et de bière** fait augmenter leur activité, respectivement de 23 % et 12 %. La réduction de la production des **produits laitiers** s'atténue de nouveau au troisième trimestre : l'activité diminue de 2 % au troisième trimestre

2009 contre 3,1 % au deuxième. Ce ralentissement résulte de l'amélioration de la demande extérieure des **produits laitiers**. De même, la production de **viandes** et d'**aliments pour animaux** décline face au repli de la production laitière et à la tendance à la baisse des productions de viande, mais moins fortement qu'au deuxième trimestre.

Par contre, la forte activité des **huiles et graisses végétales et animales** et des **produits à base de fruits et légumes** ralentit. Auparavant en hausse de 14 % par rapport à 2008, la production d'huiles et graisses végétales et animales s'affaisse de 3,5 % au troisième trimestre 2009. Cette activité atone est liée à la chute des prix des **huiles et graisses végétale et animale**. L'accroissement de la production de **produits à base de fruits et légumes** se ralentit, passant ainsi de + 20 % au deuxième trimestre 2009 à + 10 % au troisième trimestre.

Légère accélération de la baisse des prix...

Les prix des IAA (y compris tabac) baissent de 7,3 % au troisième trimestre 2009 en glissement annuel, alors qu'ils ne diminuaient que de 6,2 % au deuxième trimestre et de 4,3 % au premier trimestre. Après l'envolée des prix

des IAA en 2008, ces derniers reviennent à leur niveau du troisième trimestre 2007. Tout comme au deuxième trimestre, cette détérioration est liée à la baisse des cours des matières premières qui étaient encore élevés au troisième trimestre 2008 et à la baisse des prix de vente des biens de consommation. Par ailleurs, l'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie en janvier 2009 a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation de la baisse des marges arrières, une baisse des prix de vente à la grande distribution (cf. Sources et méthodologie).

Les **huiles et graisses végétales et animales**, touchées par la baisse des prix des matières premières, diminuent plus qu'au trimestre dernier (- 25 % contre - 20 % au deuxième trimestre). De même, la chute du prix des boissons s'accélère, passant de - 1,7 % au deuxième trimestre à - 3,1 %, tout comme celle des **viandes** (- 6,1 % après - 4,9 % au deuxième trimestre).

La chute des prix des **produits laitiers et fromages** s'élève à - 13 %, après - 11 % au deuxième trimestre. Les prix des produits industriels diminuent plus fortement que les prix des produits de

grande consommation, principalement des fromages et yaourts. Les prix des **poudres** et du **beurre** diminuent respectivement de 24 % et de 12 %, contre une baisse de 9 % pour les **fromages**. Les prix des produits laitiers de grande consommation dépendent en effet de la consommation sur les marchés français et européen, tandis que les prix des produits laitiers industriels subissent la forte chute des cours mondiaux en 2009 après leur flambée en 2008.

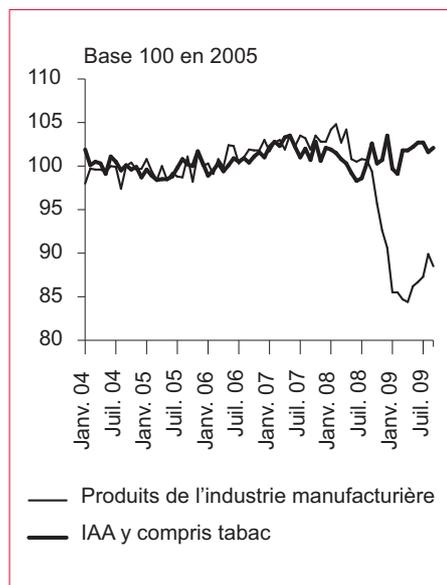
À l'inverse, la diminution des prix des **préparations à base de poisson** et des **aliments pour animaux** ralentit légèrement (respectivement - 5,3 % et - 14 % au troisième trimestre contre - 6,1 % et - 15 % au deuxième).

...qui grève l'évolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires poursuit sa chute au troisième trimestre 2009, malgré la reprise de l'activité. Cette détérioration du chiffre d'affaires est la conséquence de la chute des prix par rapport à 2008. Les prix étaient en effet particulièrement élevés en 2008. Ils retrouvent ainsi leur niveau de 2007.

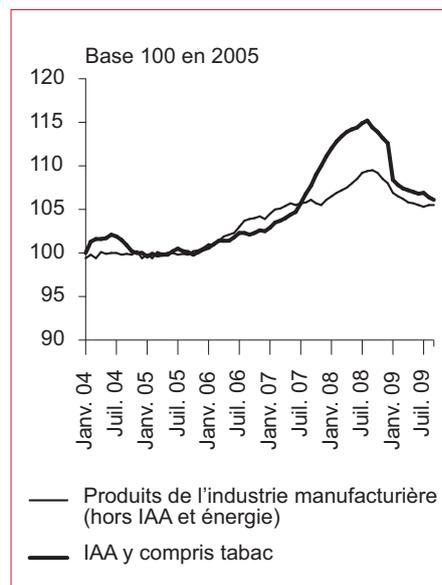
Par rapport au troisième trimestre 2008, la réduction du chiffre d'affaires

Une activité dynamique pour les IAA au troisième trimestre 2009



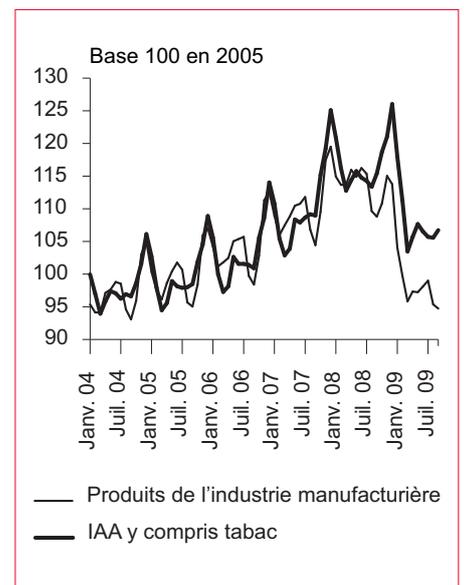
Source : Insee - Ipi CVS

Baisse continue des prix des IAA depuis le troisième trimestre 2008



Source : Insee - IPP

Le chiffre d'affaires des IAA retombe à un niveau similaire à celui du troisième trimestre 2007



Source : Insee, mm3

affecte particulièrement les secteurs dont les prix des produits sont indexés sur ceux des matières premières qui ont subi une envolée en 2008. Ainsi, les **huiles et graisses végétales et animales**, les **aliments pour animaux** et les **produits du travail des grains** et **produits amylicés** enregistrent les plus fortes baisses de chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires des **huiles et graisses végétales et animales**, des **aliments pour animaux** et des **produits du travail des grains et produits amylicés** décroissent entre 12 % et 14 % par rapport au troisième trimestre 2008.

La baisse du chiffre d'affaires des **produits laitiers**, touchés par l'affaiblissement du cours des produits industriels, ralentit légèrement au troisième trimestre (- 11 % contre - 13 % entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2008). Le chiffre d'affaires des produits laitiers revient ainsi à son niveau du troisième trimestre 2007.

Les secteurs des **autres produits alimentaires** et les **préparations à base de fruits et légumes** affichent des réductions de chiffre d'affaires de l'ordre de 5 %.

L'emploi salarié recule beaucoup moins que dans le reste de l'industrie

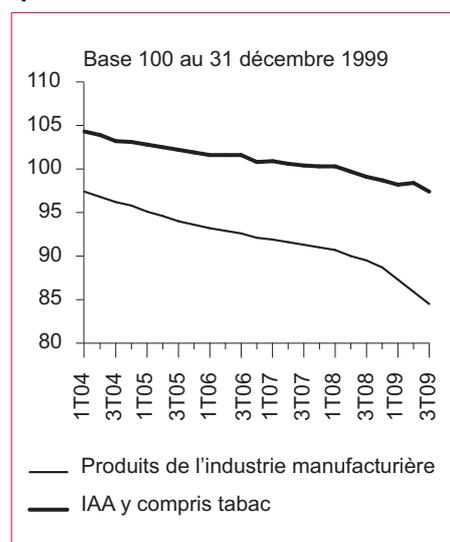
Le repli de l'emploi salarié des IAA – y compris tabac et salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus – augmente légèrement par rapport à 2008 entre le deuxième et le troisième trimestre 2009, tout en restant plus modéré que dans le reste de l'industrie. Au troisième trimestre 2009, le secteur des IAA perd ainsi 1,7 % d'emplois par rapport à 2008 contre - 5,6 % d'emplois pour le reste de l'industrie. Fin septembre 2009, le secteur des IAA compte près de 542 000 salariés.

Selon les industriels, l'activité des IAA poursuivra son amélioration dans les mois venir

Selon les chefs d'entreprise de la branche agroalimentaire, interrogés au cours du troisième trimestre, les carnets de commandes se regarnissent et les perspectives personnelles se redressent.

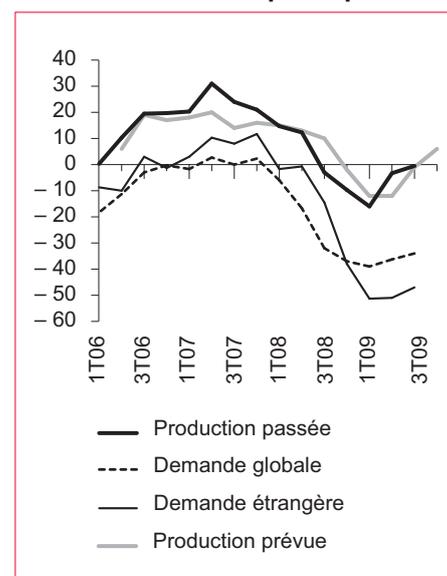
Les entrepreneurs sont de plus en plus nombreux à considérer que leur activité a progressé. Les carnets de commandes, globaux comme étrangers, se regarnissent légèrement, mais demeurent considérés comme très peu étoffés. Considérant l'amélioration des perspectives personnelles de production, l'activité pourrait progresser pour le quatrième trimestre 2009.

Baisse de l'emploi nettement moins soutenue dans les IAA que dans l'industrie manufacturière



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Les industriels sont plus optimistes



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde d'opinion en % CVS des réponses

Au troisième trimestre, l'activité des IAA est plus dynamique en 2009 qu'en 2008

Évolution en %*	3 ^e trim. 2009/3 ^e trim. 2008					Année 2008				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	3,9	- 8,3	- 8,2	- 8,2	- 9,0	- 0,4	7,2	6,1	6,5	12,6
Viandes et produits à base de viandes	- 0,5	- 6,1	- 5,3	- 13,9	- 3,6	- 1,0	3,8	4,2	8,6	8,0
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		- 5,3	0,7	- 32,6	- 3,8		1,2	1,2	1,0	1,3
Produits à base de fruits et légumes	10,5**	- 7,2	- 8,4	- 5,7	- 6,5	- 1,7	4,5	3,3	- 2,5	9,0
Huiles et graisses végétales et animales	- 3,5	- 25,2	- 13,3	- 11,6	- 28,7	11,9	29,9	27,8	32,7	51,9
Produits laitiers	- 2,0	- 12,7	- 11,2	- 10,9	- 7,2	0,9	3,9	5,7	5,8	- 3,7
Produits du travail des grains et produits amylicés	- 4,1	- 11,6	- 12,4	- 13,5	- 10,2	- 5,6	17,0	14,8	6,4	17,4
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1,8	- 5,9	- 4,6	- 1,1	- 9,1	- 0,4	9,3	5,0	8,6	17,2
Autres produits aliment.	7,3	- 6,8	- 8,1	0,4	- 3,8	- 1,6	2,4	4,5	4,7	8,3
Aliments pour animaux	- 3,4	- 13,6	- 13,6	- 0,1	- 3,6	1,6	12,3	12,3	7,5	29,3
Boissons ***	- 1,8	- 3,1	- 2,8	- 13,8	- 3,3	- 5,5	7,1	1,1	0,1	6,8
Tabac	- 20,0	0,3		- 14,3	20,1		6,3		14,7	- 12,4
IAA y compris tabac	2,8	- 7,3	- 7,5	- 10,1	- 7,2	- 1,0	7,2	5,4	4,5	10,5

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre

*** Non compris les vins.

Source : Insee

Sources et méthodologie

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins. L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre ;
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.
- La loi de modernisation de l'économie (LME) appliquée en janvier 2009 amplifie la baisse des prix des IAA. La diminution du chiffre d'affaires engendrée par la LME ne relève néanmoins que d'un pur artifice comptable, sans effet sur la valeur ajoutée, ni sur l'activité réelle des fournisseurs et des distributeurs.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009 », Synthèse IAA n° 2009/88, octobre 2009
- « Les IAA touchées par la crise économique mondiale au premier trimestre 2009 », Synthèse IAA n° 2009/81, juillet 2009
- « IAA 2008 : repli de l'activité », Synthèse IAA n° 2009/71, avril 2009
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « IAA : le ralentissement se confirme au troisième trimestre 2008 », Synthèse IAA n° 2009/61, janvier 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Synthèse n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Synthèse IAA, mai 2007

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée

ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MBS : marge brute standard
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
MS : matière sèche
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2010

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr